

DÉPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE

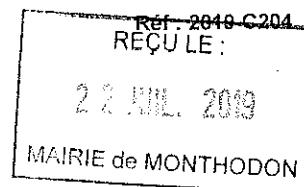
Direction Générale Adjointe
Territoires
DIRECTION DES ROUTES ET DES TRANSPORTS
Service Territorial d'Aménagement
du Nord-Est

3, Avenue du 11 novembre
BP 47
37150 - BLERE
☎ 02 47 57 92 30
✉ contact_stane@departement-touraine.fr



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Communes de MONTHODON – 37110
& LES HERMITES – 37110



ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT ACCORD DE VOIRIE

Route Départementale 72
Communes de MONTHODON & LES HERMITES

Le Président du Conseil départemental d'Indre-et-Loire,

- Vu la demande en date du 1^{er} juillet 2019 par laquelle **Monsieur Bruno ANGLARD, représentant le Bureau d'Etudes CONOTECH, 2 Sentier de l'Espérance, 37270 Athée-sur-Cher**, demande pour le compte de **Val de Loire Fibre, 20 rue du Pont de l'Arche, Bâtiment Equinoxe, 37550 Saint-Avertin**, l'autorisation d'effectuer sur le domaine public, des travaux de déploiement du réseau fibre optique :
- sous l'accotement droit (côté opposé aux PR) de la RD 72, entre le PR 31+590 et le PR 32+039, en et hors agglomération de la commune de Les Hermites,
 - en traversée de la chaussée de la RD 72, entre le PR 32+000 et le PR 32+039, hors agglomération de la commune de Les Hermites,
 - sous l'accotement gauche (côté des PR) de la RD 72, entre le PR 32+039 et le PR 38+260, en et hors agglomération de la commune de Monthodon et hors agglomération de la commune de Les Hermites,
 - en rive de chaussée et de caniveau de la RD 72, entre le PR 38+260 et le PR 38+800, côté gauche (côté des PR), en agglomération de la commune de Monthodon,
 - sous le trottoir droit (côté opposé aux PR) avec traversée de la chaussée de la RD 4, entre le PR 19+865 et le PR 19+880, en agglomération de la commune de Monthodon,
- Vu le Code de la voirie routière,
- Vu le Code général des collectivités territoriales,
- Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,
- Vu le règlement de voirie du Département d'Indre-et-Loire,
- Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental d'Indre-et-Loire, du 12 juillet 2019, donnant délégation permanente de signature à Mme Soazic LE GUEN, Chef du Service Territorial d'Aménagement du Nord-Est,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 – AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public, et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

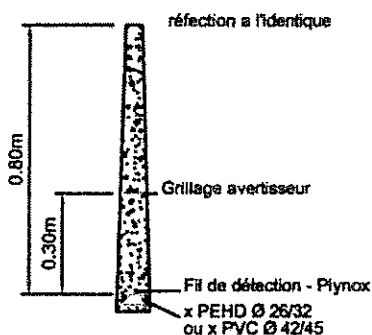
Tranchées Mécanisées sous Accotements ou trottoirs RD 72 et trottoir RD 4 :

Les tranchées devront impérativement être effectuées à une distance minimale de 0,40 m du bord de chaussée.

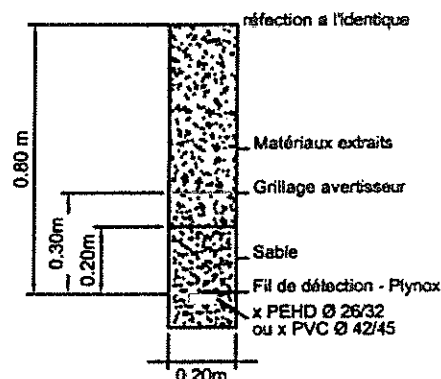
En aucun cas ces travaux ne devront porter atteinte à l'intégrité des éventuelles poutres de rives bétonnées ou des bordures « béton ».

Exécution mécanisée conformément à la coupe type avec approfondissement de la tranchée à 60 cm :

Pose SOC en terrain naturel ou sous accotement > 1m de la chaussée



Pose mécanisée en terrain naturel ou sous accotement > 1m de la chaussée



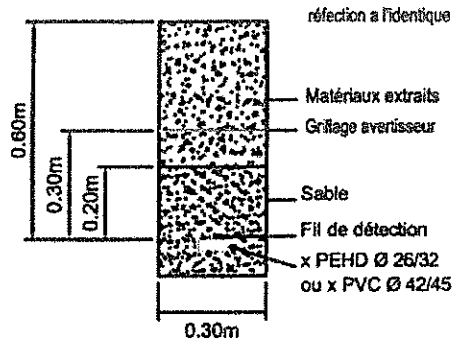
Toute modification de constitution ou d'épaisseur devra être soumise à l'accord du gestionnaire de voirie.

Remblayage sous Accotement ou trottoir :

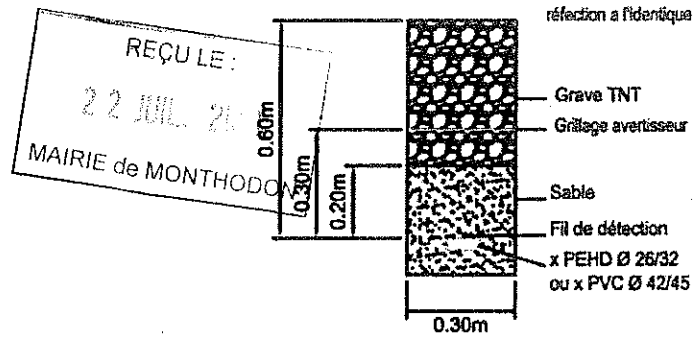
L'implantation de la tranchée doit être éloignée de la chaussée à une distance au moins égale à sa profondeur. Si cette condition est respectée, les remblais seront constitués soit par des matériaux d'apport ou des matériaux du site compatible qui permettent d'atteindre un objectif de densification en partie supérieure Q3. La tranchée sera recouverte d'un matériau identique à l'existant.

Sinon, la tranchée est implantée dans la zone d'influence de la chaussée, le remblayage des tranchées sera effectué avec les matériaux du site en partie inférieure de remblai et 35 cm de GNT 0/31.5 en partie supérieure de remblai, avec un objectif de densification Q3. La réfection définitive de la tranchée sera réalisée par une couche de 0,20 m de GNT calcaire mise en œuvre sur toute la largeur entre la rive de chaussée et le bord extérieur de la tranchée, avec un objectif de densification Q2.

Pose traditionnelle en terrain naturel
ou sous accotement > 1m de la chaussée



Traditionnelle sous accotement
< 1 m de la chaussée



Toute modification de constitution ou d'épaisseur devra être soumise à l'accord du gestionnaire de voirie.

Pose de Chambres :

Les chambres seront impérativement à poser sur accotement, avec busage du fossé en \varnothing 400 minimum, si nécessaire, avec têtes de buses inclinées avec « barres anti-encastrement » de part et d'autres de celles-ci.

Les Franchissements :

- de l'ouvrage hydraulique, de \varnothing 550, situé au PR 31+686 se fera en tranchée traditionnelle.
- de l'ouvrage hydraulique, de \varnothing 300, situé au PR 32+573, se fera en tranchée traditionnelle, en fond de fossé.
- de l'ouvrage hydraulique, de \varnothing 150, situé au PR 33+649, se fera en tranchée traditionnelle, en fond de fossé.
- de l'ouvrage hydraulique, de \varnothing 1200, situé au PR 34+040, se fera en micro-tranchée sous l'accotement.
- de l'ouvrage hydraulique, de \varnothing 400, situé au PR 34+872, se fera en tranchée traditionnelle, en fond de fossé.
- de l'ouvrage hydraulique, situé au PR 34+995, se fera en micro-tranchée sous l'accotement.
- de l'ouvrage hydraulique, de \varnothing 300, situé au PR 35+285, se fera en tranchée traditionnelle, en fond de fossé.
- de l'ouvrage hydraulique, de \varnothing 300, situé au PR 35+460, se fera par le dessous de la buse.
- de l'ouvrage hydraulique, de \varnothing 400, situé au PR 35+957, se fera en micro-tranchée sous l'accotement.
- de l'ouvrage hydraulique, de \varnothing 300, situé au PR 36+118, se fera en micro-tranchée sous l'accotement.
- de l'ouvrage hydraulique, de \varnothing 1200, situé au PR 36+767, se fera en micro-tranchée sous l'accotement.
- de l'ouvrage hydraulique, de \varnothing 500, situé au PR 37+273, se fera en micro-tranchée sous l'accotement.
- de l'ouvrage hydraulique, de \varnothing 300, situé au PR 37+846, se fera en tranchée traditionnelle, en fond de fossé.
- des 2 ouvrages hydrauliques, de \varnothing 800, situés aux PR 38+020 et 38+021, se fera en micro-tranchée sous l'accotement.

Lors de franchissement en tranchée traditionnelle, en fond de fossé, la couverture au-dessus de la génératrice supérieure sera de 1 mètre minimum avec mise en place de protections afin de prendre en compte les futurs travaux de curage du fossé.

Les remblais seront constitués soit par des matériaux d'apport ou des matériaux du site compatible qui permettent d'atteindre un objectif de densification en partie supérieure Q3. La tranchée sera recouverte d'un matériau identique à l'existant.

Les fossés seront reconstitués à l'identique en respectant le sens d'écoulement des eaux.

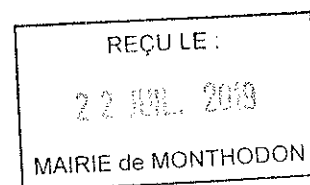
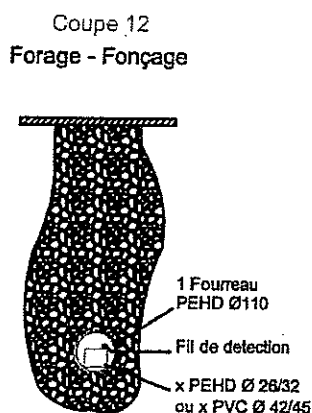
Le Franchissement du Pont de la Fouquerie (La Dêmée), situé au PR 32+975 de la RD 72 se fera impérativement par forage dirigé et en présence du STA-NE/CE de Château-Renault et/ou du Service Ouvrages d'Art du Département.

Les chambres de départ et d'arrivée du forage seront à une distance minimale de 5,00 mètre du Pont de la Fouquerie.

Le réseau implanté devra être à une distance minimale de 2 m des massifs bétonnés ou perrés et à plus de 3 m de distance du radier de l'ouvrage.

Franchissement de chaussée :

Les franchissements de chaussée se feront impérativement par forage dirigé, conformément à la coupe de tranchée suivante :



Toute modification de constitution ou d'épaisseur devra être soumise à l'accord du gestionnaire de voirie.

Le Compactage :

Des mesures de compactage devront être effectuées dans le respect des modalités décrites à l'article 79 du règlement de voirie et du paragraphe 5 de l'annexe 16. Les résultats des contrôles de compactage devront être fournis et validés par le service gestionnaire de la voirie départementale avant la réfection définitive de la chaussée.

D'autre part, en cas de problème de tassements différentiels dans les **12 mois** qui suivent la réception des travaux, l'entreprise devra reprendre la totalité des parties dégradées.

Dispositions spéciales :

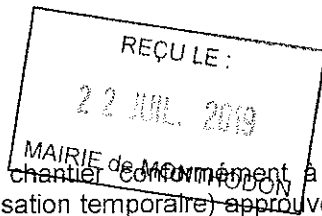
Cette autorisation ne dispense pas l'entreprise chargée d'exécuter les travaux de déposer une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

Dépôt :

Les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux autorisés par le présent arrêté pourront être déposés sur les dépendances de la voie.

En aucun cas, ce dépôt ne pourra être maintenu après la fin des travaux. Les dépendances devront être rétablies dans leur état initial.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharges publiques par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.



ARTICLE 3 – SIGNALISATION

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8^{ème} partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

ARTICLE 4 – ARRÊTE DE CIRCULATION

Si les travaux doivent faire l'objet d'un arrêté de circulation, celui-ci sera établi par **la Mairie (pour les travaux en agglomération) et le Conseil Départemental (pour les travaux hors agglomération)** après demande du pétitionnaire.

ARTICLE 5 – IMPLANTATION, OUVERTURE DE CHANTIER

Implantation :

Conformément à l'article 61 du règlement de voirie départemental, l'implantation des travaux devra être conforme au plan approuvé par le service gestionnaire de la voirie départementale, toute modification ne peut intervenir qu'après avis préalable de ce dernier.

Ouverture de chantier :

L'intervenant devra informer le gestionnaire du début du chantier et fournir le planning prévisionnel des travaux.

ARTICLE 6 – RECEPTION ET RÉCOLEMENT

Réception :

Conformément à l'article 63 du règlement de voirie départemental, l'ouvrage restera sous la responsabilité de l'intervenant et cela, jusqu'à réception du procès-verbal de réception par le STA du Nord-Est. En absence de ce document, l'intervenant informera le STA Nord-Est de l'achèvement des travaux.

Récolement :

Conformément à l'article 64 du règlement de voirie départemental, à la fin des travaux et dans un délai de trois mois, l'intervenant remet obligatoirement au service gestionnaire de la voirie départementale un plan de récolement de ses installations ou tout document permettant de localiser précisément l'implantation de ses ouvrages, avec une précision inférieure à 40 cm.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITÉ DE L'INTERVENANT

Conformément à l'article 65 du règlement de voirie départemental, les intervenants sont tenus de se conformer aux prescriptions techniques du règlement de voirie départementale.

Ils sont responsables de tous les accidents ou dommages qui peuvent résulter de l'exécution de leurs travaux ou de l'existence et du fonctionnement de leurs ouvrages.

ARTICLE 8 – GARANTIE DE BONNE EXECUTION DES TRAVAUX

Conformément à l'article 66 du règlement de voirie départemental, la durée de garantie est d'une année. Elle court à compter de la réception du procès-verbal après levée d'éventuelles réserves ou de l'avis d'achèvement des travaux de remblayage de tranchée mentionné à l'article 63 du règlement de voirie départemental.

La garantie de bonne exécution des travaux porte sur la conformité du projet par rapport à l'autorisation délivrée et notamment sur l'implantation des ouvrages, sur l'absence de déformation en surface de la voie et de ses dépendances et sur la bonne tenue de la couche de roulement.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 – VALIDITÉ ET RENOUELEMENT DE L'ARRÊTÉ – REMISE EN ETAT DES LIEUX

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Elle est délivrée à titre précaire et révocable.


Elle ne confère aucun droit réel à son titulaire; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité. Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés, aux frais de l'occupant, dès lors que les travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an à compter de la date de ce présent arrêté. Dans le cas contraire, une nouvelle permission de voirie sera nécessaire.

En cas de révocation de l'autorisation, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Tours, le **18 JUIL. 2019**

Le Président
du Conseil départemental d'Indre-et-Loire,
Pour le Président et par délégation,
Le Chef du Service Territorial d'Aménagement du
Nord-Est,


Soazic LE GUEN

Diffusion :

Pour attribution : Val de Loire Fibre, CONOTECH, SOGETREL, l'Entreprise ATPC SAS (allée de Dion Bouton, 37320 Esvres), le Service Ouvrages d'Art du Département et le Service Territorial d'Aménagement du Nord-Est

Pour information : les communes de Les Hermites et Monthodon

La personne destinataire de la présente décision peut la contester selon les modalités suivantes :

- Par recours gracieux, par lettre recommandée avec accusé de réception, auprès du président du Conseil départemental dans un délai de deux mois à partir de la date de réception de ce courrier,
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'ORLÉANS, dans un délai de deux mois à partir de la date de réception de ce courrier, ou lorsqu'il n'a pas été répondu au recours gracieux, dans les deux mois suivant la réception de ce dernier par les services du Département.